

# Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'accord international concernant la lutte contre le réchauffement climatique, à Copenhague le 18 décembre 2009.

En présence de Jean-Louis Borloo, de Chantal Jouanno et de Valérie Létard, je voudrais tout particulièrement remercier Jean-Louis et Chantal qui sont bien là depuis de nombreuses journées, Valérie aussi.

Voilà, nous avons un accord. Jusqu'au dernier moment, la délégation française et moi-même, nous avons réfléchi sur ce qu'il convenait de faire. Je vais essayer de vous rendre compte le plus rapidement possible des données du problème, de ce qui a été retenu et de ce qui a été engagé. La problématique est exactement la suivante : si on veut sauver la planète de la catastrophe, il faut embarquer tout le monde, six milliards d'individus, 192 pays, parce que la planète est un tout et si on laisse polluer dans un coin, tous les efforts que l'on fera dans l'autre coin seront complètement annihilés.

Si on veut donc être efficace il faut emmener tout le monde, il faut accepter de faire des compromis. Tel a été le dilemme ? Jusqu'au dernier moment, puisque sans doute avez vous vu que dans le bureau de la France, deux heures avant l'accord, se trouvaient Mme Merkel, Gordon Brown, Frédéric Reinfeldt, en tant que président de l'Union européenne, M. Barroso et Barack Obama, en compagnie des ministres. C'est dire que nous avons discuté de façon approfondie de la difficulté du choix qui se posait à nous.

Nous avons choisi d'approuver l'accord que je vais maintenant vous présenter. C'est une négociation extraordinairement difficile parce qu'elle engage la planète entière, le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest, les riches, les pauvres, tout le monde. Nous devons nous mettre d'accord, au même moment, sur des éléments qui touchent aux intérêts vitaux des pays concernés. Non seulement cela concerne tout le monde, ce qui est un élément de complexité, mais en plus, cela touche des intérêts vitaux, dans la crise économique la plus violente que le monde ait connu en un siècle.

Je pense que l'accord que nous avons trouvé est un accord positif parce qu'il engage toute la communauté internationale.

Tout le monde accepte la perspective de limiter le réchauffement à deux degrés maximum. Ce qui était la recommandation du GIEC, des scientifiques, devient la règle de 100 % des pays de la planète, y compris, bien sûr, la Chine, l'Inde, l'ensemble de nos partenaires, tout le monde. Deuxième engagement, tout le monde a accepté de donner par écrit les chiffres précis de ces réductions d'émission d'ici à 2015-2020. Tout le monde, c'est-à-dire qu'annexé à l'accord, chaque pays aura une feuille sur laquelle il mettra ses objectifs de réduction d'émissions, y compris la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil. La totalité de ces engagements chiffrés sera présentée au mois de janvier, parce que cela ne pouvait pas se faire ce soir, mais enfin la décision est prise, ce sera rédigé en janvier.

Les deux degrés et une répartition des réductions d'émission écrite annexée à l'accord, tout le monde s'engage à respecter ces objectifs ainsi inscrits. Ce respect se fera d'abord parce que c'est un engagement politique. Chaque pays sera donc confronté à l'engagement politique qu'il a pris dans le cadre de la négociation dite de Copenhague. Deuxièmement, chaque pays s'engage à adapter sa législation nationale pour la rendre conforme aux engagements qu'il a pris par écrit.

Cela veut dire que chaque pays s'engage à évaluer ses engagements, à rendre compte de ses efforts et à rendre sa législation obligatoire pour réaliser ces efforts.

Quatrième élément, le monde entier s'est entendu sur la nécessité de mettre en place des financements innovants, y compris les Etats-Unis d'Amérique qui acceptent les financements innovants. Un groupe de haut niveau sera créé au début de 2010 pour établir les financements innovants, étant entendu que nous avons souhaité maintenir toutes les possibilités, taxation des transactions financières, taxation du fuel maritime, car notre conviction, c'est que vraisemblablement, on aura besoin non pas d'un financement innovant, mais de plusieurs financements innovants. La décision est prise.

Tout le monde s'est entendu sur la proposition que nous avons faite avec Gordon Brown des 10 milliards de dollars par an pour les pays les plus pauvres en 2010-2011-2012. La seule modification, c'est que la pente ne sera pas forcément pour chaque pays la même somme chaque année, les Etats-Unis d'Amérique nous ayant demandé de consolider l'objectif des 30 milliards sur trois ans, mais de les laisser donner plus la troisième année que la seconde et plus la seconde que la première.

Tout le monde s'est mis d'accord pour après 2012, sur 100 milliards de dollars par an, à partir de 2020. En liaison avec l'accord donné par la communauté internationale sur les financements innovants. Tout le monde a accepté l'idée, proposée par la France - c'est Jean-Louis Borloo qui l'avait portée - que sur les 100 milliards, comme sur les 30 d'ailleurs, 20 % soient consacrés à la lutte contre la déforestation et 40 % soient consacrés à l'Afrique. Si vous voulez, cela veut dire que dès 2010, c'est deux milliards de dollars pour la forêt et qu'à partir de 2020, c'est 20 milliards de dollars pour la forêt, c'est absolument considérable. Cette répartition a été acceptée par tout le monde.

Par ailleurs, et je m'en entretenais il y a quelques minutes avec José Manuel Barroso, il le dira lui-même, l'Europe proposera la création d'une Organisation européenne de l'Environnement, qui aura deux responsabilités : contrôler les engagements écologiques environnementaux de chaque pays et contrôler le respect des engagements financiers à destination des pays les pauvres. Pourquoi au niveau européen ? Parce qu'on ne l'a pas obtenu au niveau mondial. Mais l'Europe est décidée à montrer le chemin et naturellement cette Organisation aura vocation à accepter les candidatures de tous les pays qui voudront participer à ses travaux.

Bien sûr, le texte que nous avons n'est pas parfait. D'abord, ce n'est pas un traité, même si nous demandons la transformation de cet accord en instrument juridique contraignant pour 2010. Cette demande est faite en accord avec les Etats-Unis d'Amérique et toute l'Europe. Angela Merkel organisera une conférence à Bonn dans 6 mois, pour préparer Mexico et que l'on n'ait pas les mêmes problèmes d'organisation que ceux que nous avons trouvés, même si ce n'était pas facile. On félicite les organisateurs, mais enfin, peut-être avez-vous noté quelques faiblesses dans l'organisation. Je ne critique naturellement personne.

On aura également un mécanisme de révision de cette décision en 2015, puisque comme vous le savez, le GIEC c'est-à-dire le groupement des scientifiques internationaux, doit rendre un rapport en 2014 et il était donc tout à fait normal que nous nous engagions à revoir ces prévisions en fonction du constat des scientifiques.

Voilà, nous avons, vous l'avez vu travaillé, d'arrache-pied. Hier, tout était bloqué, les négociations n'avançaient plus. Je crois que la réunion que nous avons demandée cette nuit avec le président Lula a été très utile. Il y a eu beaucoup de tensions, je ne vous le cache pas. A un moment donné, nous avons pensé que certains des grands participants étaient décidés à quitter la conférence, et nous ne sommes pas passés loin d'une absence d'accord.

Il faut bien comprendre une chose, c'est que cet accord, d'abord, nous fait faire des progrès sur un certain nombre de sujets considérables, mais que s'il n'y avait pas eu d'accord, cela aurait voulu dire que deux pays aussi importants que la Chine et l'Inde, qui représentent deux milliards et demi d'habitants sur six milliards, se trouvaient libérés de toute forme de contrainte puisque ces pays ne sont pas dans Kyoto, qui concerne 38 pays. Si nous n'avions pas d'accord, ils s'exonéraient absolument de toute contrainte, y compris celle de s'engager sur des réductions

d'émission et celle des deux degrés. J'ajoute que si nous n'avions pas eu d'accord, les Etats-Unis d'Amérique, qui ne sont pas eux-mêmes dans Kyoto, se seraient trouvés libérés de toute forme de contrainte. C'est pourquoi un accord était absolument vital pour l'équilibre de la planète.

L'Europe est restée constamment unie, a été constamment sur une position commune. Je veux préciser que l'Europe réaffirme tous ses objectifs de réduction d'émission de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire 80 % d'ici 2050 et 30 % d'ici 2020, sous réserve de la publication des annexes de chacun des pays naturellement. Mais, la France a veillé à ce que nous restions bien sur les 30 %.

Je veux également dire combien ce fût agréable de travailler avec le Premier ministre Meles, qui a fait un travail remarquable de coordination de l'Afrique et qui voit son travail récompensé, parce que ce sont des sommes considérables qui vont maintenant être mobilisées pour les pays les plus pauvres.

Je veux remercier également le président Lula et, par ailleurs, le président Obama qui a eu constamment le soin que les Etats-Unis et l'Europe puissent travailler main dans la main. Je vais répondre à une de vos questions et après, avec un peu de retard, je vais essayer de rentrer à Paris.

Q - Je voudrais savoir quelle est la différence pour la Chine, l'Inde et les Etats-Unis de l'engagement qu'ils ont pris à l'Aquila et lors du Forum des économies majeures ? Je ne vois pas, déjà on reconnaissait les 2 degrés et il n'y avait rien de contraignant. Qu'y a-t-il de nouveaux ?

R - A ma connaissance à l'Aquila il n'y avait aucun engagement. Mais si vous voulez encore une précision, les 100 milliards à l'Aquila n'existaient pas, on n'a donc pas pu prendre d'engagement, je veux dire les 100 milliards à partir de 2020. Les 30 milliards sur les trois premières années, ce n'était pas à l'Aquila. L'engagement d'annexer ces objectifs de réductions d'émission, cela n'existait pas du tout à l'Aquila. Et l'engagement de respecter l'objectif de la limitation à deux degrés, cela n'existait pas non plus à l'Aquila, sous cette forme écrite. Les financements innovants, quand nous parlions avec Bernard Kouchner de la possibilité de taxer les transactions financières, vous vous souvenez ce qu'ils disaient ? Cela n'existait pas du tout. Les 20 % pour la forêt, la lutte contre la déforestation, chacun voit bien que la meilleure façon de lutter contre les émissions, c'est de lutter contre la déforestation, cela n'existait pas à l'Aquila. Et les 40 % pour l'Afrique, cela n'existait pas à l'Aquila. On était toujours sur les Objectifs du Millénaire, vous le savez, avec le scepticisme sur le sujet.

Donc, si vous vouliez me poser la question : "Qu'est-ce qui manque ?", c'est plus clair d'y aller directement. A mes yeux, il manque deux choses, l'objectif des 50 % en 2050, que nous aurions préféré voir retenu. Cela n'a pas été possible, de ce point de vue c'est une déception. Même si nous nous gardons l'objectif des 80 %. Suis-je clair là-dessus ?

Et la deuxième chose qui est une déception, c'est qu'il n'y a pas l'Organisation mondiale de l'Environnement, même si nous en avons profité pour pousser l'Organisation européenne de l'Environnement qui a vocation à devenir une organisation mondiale. Voilà les deux points sur lesquels nous n'avons pas obtenu satisfaction.

Q - Monsieur le Président, comment se présente cet accord ? Est-ce une déclaration politique de quelques pages avec une annexe qu'il faudra remplir ? Qui va recevoir les textes qui seront remplis, Qui va superviser ? Est-ce qu'en janvier il y aura un rendez-vous ?

R - Cela, c'est une satisfaction, vous savez que hier, c'était la situation de blocage, nous avions deux textes sur la table : Kyoto, pour faire clair, et le texte de la convention du négociateur maltais, M. Cutajar, j'écorche son nom avec une régularité absolue, dans le texte ONU pour faire clair. Avec le président Lula, nous avons demandé hier la rédaction d'un texte politique dit "texte chapeau". En vérité, ce sera plus qu'un texte chapeau puisque c'est un texte, si mon souvenir est exact, en douze paragraphes, solennel, politique de façon à ce que nous ne nous trouvions pas dans la situation de Kyoto ou 13 ans après Kyoto, sur 192 pays, il y en a que 38 qui l'ont ratifié. L'avantage de la déclaration politique, c'est que sur les 192 pays représentés, il y a 192 gouvernements qui s'engagent politiquement à le respecter. Voilà le statut.

Q - (Inaudible)

R - Janvier, si. Enfin, pas comme cela. Si janvier il y a un rendez-vous, c'est le secrétariat de la Conférence qui collectera la totalité des annexes et publiera, pays par pays, les objectifs de réduction d'émissions. Cela, c'est le travail que nous ferons en janvier. Il y aura également la mise en place du groupe de haut niveau pour le début de l'année 2010 sur les financements innovants.

Q - Le président Obama a fait état d'un accord conclu avec le Brésil, la Chine, l'Afrique du sud et l'Inde après la rencontre des dirigeants de ces pays. Comment s'articule cet accord là avec l'accord dont vous parliez à l'instant ? Et deuxième point, apparemment, en tous cas ce sont les échos que l'on a eu à la Conférence, l'Union européenne n'est absolument pas satisfaite de cet accord conclu séparément par le président Obama avec les quatre pays que je viens de mentionner, qu'en pensez-vous ?

R - Nous n'avons pas dû vivre la même chose, ce qui ne m'étonne pas, peut-être que nous, nous étions un peu plus près de ce qui s'est passé. D'abord, le premier texte qui a débloqué le processus de Copenhague, c'est le texte franco-brésilien. La première initiative qui a débloqué la Conférence, c'est la déclaration franco-brésilienne exigeant la réunion de la nuit dernière. Il y a eu pendant toutes ces heures de réunions bilatérales, entre les uns et les autres, et une heure avant l'adoption du texte, M. Obama était avec les dirigeants européens dans le bureau de la France. Donc, comment cela s'articule ? C'est la même affaire.

Il y a eu des affrontements assez francs, assez virils pendant la journée, parce que des pays comme l'Inde et la Chine n'étaient pas décidés à aller jusqu'au rendez-vous où nous sommes. Si nous, nous avons fait des compromis, eux aussi en ont fait. C'est donc un seul et même texte. Vous dites que l'Union européenne n'est pas satisfaite C'est qui l'Union européenne ? Puisque M. Reinfeldt était dans mon bureau, M. Barroso aussi, je crois savoir ce qu'ils pensent. Quant à Mme Merkel et M. Brown, nous avons été vingt fois en réunion ensemble, je sais très exactement où ils en sont et nos positions sont communes. Par ailleurs, lorsqu'il y a eu la réunion de tout le Conseil européen, c'est Angela Merkel et moi-même qui avons présenté la position. On est unanime. Je vous ai dit les deux points sur lesquels il nous a fallu avoir moins d'ambition. Mais cet accord, je le signe au nom de la France en conscience. Je pense que c'est le meilleur accord possible. Evidemment, quand on va dans une conférence où il y a 192 pays, dont peut-être 130 chefs d'Etat présents, on ne peut pas dire : "voilà, j'ai raison, que tout le monde s'aligne sur ma position". Mais cet accord, c'est en conscience que je l'ai signé, au nom de la France, et je l'assume.

Q - Vous avez commencé la conférence de presse en nous disant : "jusqu'au dernier moment, moi-même, la délégation française, avons réfléchi sur ce qu'il convenait de faire". Avez-vous vraiment envisagé de ne pas signer cet accord, de le rejeter ? Et deuxièmement, cet accord qui ne vous satisfait pas pleinement, pourquoi pensez-vous qu'il sera plus efficace qu'un électrochoc provoqué par l'Union européenne en ne signant pas cet accord ?

R - Tant que nous n'avons pas été certains que chaque pays s'engageait sur des objectifs écrits et précis de réduction d'émissions, nous n'aurions pas pu signer l'accord. Nous ne pouvions accepter de renoncer aux - 50 % que dans la mesure où nous avions les deux degrés plus la répartition des réductions d'émissions par pays. C'était très exactement le sujet. Est-ce que je me fais comprendre ? Les deux degrés, c'est l'objectif général, les - 50 %, c'est l'objectif particulier pour aboutir à la limitation à deux degrés. Nous pouvons accepter de renoncer aux 50 % en 2050 de diminution d'émissions si on a, pays par pays, les objectifs tout de suite de réduction d'émissions, sinon, ce n'est pas possible. Enfin, j'espère ne pas être trop confus dans mes explications. Vous voyez, nous pouvons échanger un objectif collectif de 50 % de réduction en 2050, contre des objectifs affectés, pays par pays, tout de suite, je veux dire tout de suite en 2010-2015. Voilà, tant que nous n'étions pas sûrs d'avoir cela, on ne pouvait pas accepter. Deuxièmement, tant qu'il n'y avait pas l'accord sur les financements innovants, je vous le dis, je n'aurais pas engagé la France. On en a parlé avec les ministres, avec Jean-Louis, sur des sommes aussi considérables, même si c'est l'ensemble de la communauté internationale qui s'y engage. Donc, ces points là ne se sont débloqués qu'au dernier moment, puisque le Premier ministre chinois n'était même plus au centre de conférence.

nombre d'années et être même plus de cent de centimètres.

Q - Et si l'Europe n'avait pas signé ?

R - Si l'Europe n'avait pas signé, on se trouvait dans la situation paradoxale que c'était plus facile d'expliquer, pour nous, que l'on voulait tout ou rien, mais la conséquence d'un refus de signer, c'est qu'on permet alors à la Chine et à l'Inde de s'exonérer de toute forme de limitation. Il y aurait un paradoxe à considérer que l'accord de Copenhague n'est pas assez ambitieux pour contraindre la Chine et l'Inde, mais s'il n'y a pas d'accord de Copenhague, il n'y a rien.

Q - C'est du volontaire ?

R - Non, ce n'est pas que du volontaire, parce que les chiffres sont publiés et annexés à un accord, donc les chiffres engagent politiquement.

Et deuxièmement, dans le texte, vous le verrez, il y a l'engagement d'adapter la législation et de publier les chiffres précis. Alors pour les Etats-Unis, qui ne sont pas dans Kyoto et qui n'ont pas l'ambition d'aller dans Kyoto, cela consistait à dire au président des Etats-Unis : "très bien, votre objectif est insuffisant, donc on vous libère de tout engagement". Ce n'est pas très cohérent.

Q - (Inaudible)

R - D'abord, si on avait retenu ce que j'avais souhaité - les - 50 % en 2050 - le doute aurait également perduré, parce que 2050 c'est loin. Même si nous avons obtenu cela, je parle sous le contrôle d'un certain nombre de représentants d'ONG, de spécialistes et même de scientifiques, vous m'auriez dit, à juste titre : "2050, qu'est-ce qui vous garantit qu'on les respectera ?". Donc nous avons troqué ceux-là - pardon de cette expression - pour des engagements politiques écrits pour tout de suite, puisque chacun des pays membres de la Conférence s'engage à publier ses objectifs de réduction, tout de suite. Ce n'est pas du 2050, du 2020, c'est tout de suite.

Chaque pays s'engage également à adapter sa législation et à publier chaque année ce qu'il a fait. Compte tenu des progrès de la technique et du soin que chacun mettra à examiner les autres, y a-t-il une personne qui doute de la capacité de la communauté scientifique, qui rendra un rapport en 2014, ou même des observateurs, ou même des spécialistes, de vérifier la conformité des engagements des uns et des autres, par rapport à ce qu'il a dit à Copenhague.

Q - Cet accord semble un accord politique plutôt que juridique puisqu'on n'est pas arrivé à faire un texte juridique. On va laisser au pays le soin de traduire le texte et cet accord dans leur système législatif. Quand va arriver un texte juridique international ? Au Mexique ?

R - D'abord, il n'a jamais été question, à Copenhague, de faire un texte juridique, parce que je ne sais pas comment on aurait pu préparer un traité. J'avais dit à M. Ban Ki-moon dès le mois de septembre à New York : "Ne commencez pas à travailler sur un document de plusieurs centaines de page, on ne va pas s'en sortir". Il a donc toujours été convenu que Copenhague était un accord politique. Pour le reste, nous souhaitons clairement, l'Europe comme les Etats-Unis, la transformation de ce document politique en traité. C'est la raison pour laquelle la France soutient l'organisation par l'Allemagne à Bonn d'un sommet intermédiaire et c'est la raison pour laquelle nous avons veillé à ce que le mandat donné au président Calderon soit le plus large possible pour Mexico et c'est la raison pour laquelle nous serons nombreux à demander à Mexico la transformation de l'accord politique de Copenhague en traité. Cela se heurte bien sûr à l'opposition - aujourd'hui, à l'heure où je vous parle - de la Chine et de l'Inde.

Q - Qu'en est-il de la transparence, des contrôles qui permettent de vérifier que les engagements pris par les uns et les autres soient véritablement appliqués ?

R - La transparence existe, vous le verrez dans le détail du communiqué. Cela a donné lieu à d'innombrables discussions. Chaque pays s'engage à publier chaque année les éléments précis de son parcours de réduction de ces émissions. Les pays s'engagent donc par écrit sur des objectifs dès maintenant et les pays s'engagent à les publier chaque année, de façon contradictoire. Alors vous verrez que la phrase est un peu alambiquée, chaque pays produira lui-même ces informations et elles seront, de façon contradictoire, données aux autres pays. En l'absence d'une Organisation mondiale de l'Environnement, il a bien fallu s'en tenir à cette publication individuelle mise au service du collectif. Donc, voilà, en matière de transparence ce qui est dans le document.

Q - Je voudrais revenir un instant sur l'accord annoncé par Barack Obama. Vous avez dit que

c'est la même affaire, mais pourquoi n'a-t-il pas mentionné expressément l'Europe dans les signataires de cet accord annoncé par les Etats-Unis ?

R - Honnêtement, je quitte la salle où j'étais avec M. Obama et tous les autres, il se trouve que l'avant dernière réunion qu'il a eue, il l'a eue avec un certain nombre de pays émergents. Puis il est venu rencontrer l'Europe dans les bureaux de la France, mais c'est exactement le même. De la même façon qu'hier, j'étais avec M. Lula, mais c'était le même accord. Il n'y a pas deux accords, il n'y a pas un accord Etats-Unis/émergents & c'est le même accord qui engage tous les pays de Copenhague et qui sera d'ailleurs validé en Assemblée générale.

Q - Si j'ai bien compris les choses, chaque pays va écrire dans l'annexe dont vous parliez il y a un instant ses engagements. Je suppose qu'il s'agit des engagements qui ont été annoncés par tout un tas de pays ces derniers mois, comme la Chine l'a fait, comme les Etats-Unis l'ont fait. En Europe nous l'avons fait en 2007-2008 ....

R - Cela lui donnera tout de même un côté officiel et stabilisé qu'il n'avait pas.

Q - certes ...

R - Et par ailleurs, ils seront rehaussés...

Q - C'est là dessus que je voulais en venir. Si ce sont les engagements qui ont été annoncés, on sait très bien, les scientifiques qui se sont exprimés ces derniers jours, on n'est pas du tout sur la courbe des deux degrés, pas du tout, donc ils seront rehaussés comment ? J'aimerais vous poser une deuxième question dans la foulée. Vous parliez tout à l'heure des problèmes d'organisation de la conférence, la Présidence danoise est sans doute, peut-être, un petit peu liée à la question que vous vous posiez, mais ne tirez-vous pas, malgré tout, des leçons plus profondes sur le processus lui-même de la négociation climat ? Il y a quelque chose sur lequel je m'interrogeais, est-ce que dans le fond on a une espèce de processus circulaire, on donne un mandat à des négociateurs, par exemple il y a deux ans à Bali, puis ils moulinent pendant deux ans et au bout de deux ans, les dirigeants politiques, vous Monsieur le Président, les autres chefs d'Etat, vous arrivez et d'une certaine façon vous sanctionnez un échec, l'échec des négociateurs et du mandat qui leur avait été donné au départ ?

R - Pour rehausser les objectifs, un certain nombre de pays autour de la table ont annoncé qu'ils auraient des objectifs plus ambitieux, parmi les plus importants, je pense notamment au Japon & mais je pense également à la Russie, qui a été un partenaire extrêmement constructif tout au long des négociations & puis je pense à l'Europe, puisqu'elle maintient la proposition des 30 %. On fera le bilan en janvier et vous verrez qu'au résultat, c'est plus ambitieux que ce que l'on pouvait imaginer.

Deuxièmement, cela pose clairement, vous avez complètement raison, le problème de l'organisation de la communauté internationale, c'est clair. Ne faisons pas porter à la présidence danoise plus qu'elle ne le mérite. Le Premier ministre danois a fait tout ce qu'il a pu, il l'a fait plutôt très bien d'ailleurs, mais disons que le processus de décision onusien... On est arrivé à la limite d'un système que je ne cesse de dénoncer, enfin pardon, depuis exactement le premier jour de mon élection. Le rôle qu'un certain nombre d'entre nous, nous avons joué, ce n'était pas à nous de le jouer. Si on l'a joué, ce n'est pas par plaisir, c'est parce que cela n'avancait pas. J'apprécie beaucoup M. Ban Ki-moon, je le soutiens, c'est un homme qui mérite vraiment respect et considération, mais le processus onusien qui consiste à ne jamais voter, à décider par consensus et à rester une organisation comme on l'était au XXème siècle, a clairement prouvé ses limites. Oui, et votre question est parfaitement pertinente. Cela consiste sur chaque sujet à n'avoir droit d'avancer que si tout le monde est d'accord. Vous imaginez 192 pays ? C'est un processus qui est aujourd'hui à bout de souffle.

Deuxièmement, c'est un processus qui ne fait pas sa juste place aux grands pays émergents. Imaginez quand il faut demander à l'Inde de prendre toute sa part dans la protection de la planète, l'Inde qui a des centaines de millions d'habitants en limite de la pauvreté la plus préoccupante, il est tout à fait normal que le Premier ministre Singh dise : "écoutez, on émet très peu de carbone, mais nous avons beaucoup de pauvreté, on a peur que vous nous empêchiez de nous développer". Si l'Inde était membre du Conseil de sécurité, cela serait beaucoup plus facile

pour faire endosser à l'Inde une plus grande part de ses responsabilités. Cela illumine, cela crève les yeux de voir un système comme cela.

Donc, la question très claire des difficultés d'organisation de cette Conférence, c'est les limites d'un système onusien qui est à bout de souffle. Cela ne veut pas dire que l'ONU est inutile, bien au contraire, vous avez bien compris que nous avons besoin de l'ONU, mais d'une organisation où l'on peut prendre des décisions, où les organes décisionnels sont bien plus représentatifs, c'est très clair. De la même façon que le G8 était à bout de souffle et que le G20 peut prendre des décisions.

Je vous garantis qu'il n'y aura plus d'autre conférence qui se réunira dans les conditions où personne ne peut prendre de décisions et où il faut aller à la crise en permanence pour avoir la chance d'obtenir une décision digne de ce nom. C'est tout à fait clair. Vous vous rendez compte que pour obtenir une réunion la nuit, il a fallu aller jusqu'à la crise ? Plusieurs fois, nous avons été aujourd'hui en situation de blocage complet. Parce que quand on vote du petit ou du grand sujet, comment on décide ? Cela veut dire, vous donnez au pays qui veut bloquer un pouvoir absolument gigantesque puisqu'il sait parfaitement que c'est par consensus et donc qu'il peut bloquer, mais cela va bien au-delà d'ailleurs. Cela a posé aussi le problème des représentations des différentes délégations. Là aussi, le système onusien où chacun a l'habitude de se faire représenter par son ambassadeur ou par tel ou tel haut fonctionnaire pendant que l'autre est représenté par la plus haute autorité élue du pays, ce n'est pas possible ! Au G20, les chefs d'Etat et de gouvernements sont là à qualité. Au Conseil européen, nous avons décidé dans les nouvelles institutions qu'on ne se ferait pas remplacer. Au Conseil européen, ce sont les chefs d'Etat et de gouvernements qui sont là. Ici dans le processus onusien, vous pouvez être représenté par un ambassadeur. Vous avez par exemple l'ambassadeur du Soudan qui a pris la parole à de nombreuses reprises, c'était d'ailleurs son droit, aux côtés du président des Etats-Unis ou de la chancelière Merkel. On n'est pas au même niveau de responsabilité politique et de capacité à prendre des décisions.

Ce système est à bout de souffle ! Nous voulons son changement et d'ailleurs, c'est un miracle que dans ces conditions, on arrive tout de même à accoucher d'un accord digne de ce nom, dont on peut regretter qu'il ne soit pas plus ambitieux, mais qui est un accord qui fait progresser les choses, c'est incontestable. Ce système doit donc changer, et il changera.

Merci d'avoir posé cette question, je ne sais pas si je vous ai convaincu sur ce que je pense et cela va bien au-delà de M. Rasmussen qui a fait au mieux qu'il était possible de faire, dans des conditions extrêmement difficiles, vous comprenez, mais c'est le processus en lui-même. C'est bien pour cela que le G20 a été créé, c'est parce que cela ne marchait pas assez ailleurs. Là aussi, cela va au-delà de M. Ban Ki-moon. C'est simplement une réflexion de la communauté internationale qui doit se doter de règles modernes pour prendre des décisions et assumer des choix.

Q - A propos du président iranien, qui a déclaré ce soir que l'Iran était à nouveau favorable à la libération de Clotilde Reiss, mais que cela dépendait de l'attitude des dirigeants français, je le cite : "le gouvernement français nous avait demandé un geste et nous l'avons fait, mais la réaction du gouvernement n'a pas été bonne, ils savent eux-mêmes quoi faire". D'où ma question, Monsieur le Président, que doit faire le gouvernement français ? Que vous demande le président iranien ?

R - Je me réjouis beaucoup de cette déclaration du président iranien, parce qu'en disant ce qu'il a dit, il innocentait donc Clotilde Reiss, puisqu'il semble d'après ses déclarations que Clotilde Reiss est retenue en Iran non pas en fonction de ce qu'elle a fait, mais de ce que les dirigeants français auraient fait. Elle est donc innocente, c'est ce que je n'ai cessé de plaider depuis le début de la crise. On ne peut pas mieux dire et on ne peut pas mieux le démontrer. Clotilde Reiss a 24 ans, n'a jamais été une espionne et j'apprécie ce que vient de dire le président iranien qui vient donc de déclarer que si elle est retenue, c'est la faute des dirigeants français et non pas de ce qu'elle a fait.

Q - Allez-vous céder aux demandes du président iranien ?

R - Je ne veux rien faire pour envenimer les choses. Je souhaite que Clotilde Reiss qui est innocente revienne en France. Voilà et je ne souhaite pas envenimer les choses. Clotilde Reiss

innocente revenue en France. Voilà, et je ne souhaite pas envenimer les choses. Shirine Reiss est une jeune femme passionnée par l'Iran, qui aime beaucoup la civilisation et la langue de ce pays et qui mérite mieux que d'être retenue alors que l'on n'a rien à lui reprocher. Si le président iranien le reconnaît, c'est très bien ainsi, et pour le reste, j'espère que l'on pourra dénouer ce problème extrêmement douloureux qui n'a que trop duré. Merci à tous./.